

FNPOS

Grève illimitée des travailleurs

Ça gronde du côté du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS). Les travailleurs au niveau de la Direction générale ont mis à exécution leur mot d'ordre de grève illimitée qu'ils ont entamée, hier, lundi.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Leur principale revendication n'est pas moins que le départ du premier responsable du Fonds et de l'un des ses proches collaborateurs, le directeur de l'administration qu'ils chargent d'un chapelet d'accusations allant de l'abus de pouvoir caractérisé à des velléités de triturer les listes des bénéficiaires de logements au niveau de la capitale.

Les travailleurs du FNPOS parlent de licenciements abusifs, de mutations arbitraires n'obéissant à aucune logique, de menaces, d'intimidations et de harcèlements moraux.

Et pas seulement, puisque le DG, en poste depuis août 2006, et son DAG sont accusés de «malversations, de trafic d'influence», avec en sus, une affaire de logements, un marché qui ferait l'objet, selon les grévistes, de spéculations et de marchandages concernant des habitations en voie de répartition dans la capitale et à propos desquelles on parle de beaucoup d'«intrus».

Et aux grévistes de citer l'exemple de ce bénéficiaire de logement qui n'aurait jamais cotisé et par-dessus tout, inéligible au logement social.

Divorce d'avec l'UGTA

Et ce débrayage n'a pas été sans conséquences sur la structure syndicale de l'établissement affiliée à l'UGTA.

Cette dernière, selon un travailleur gréviste, vient d'être suspendue par l'union de wilaya, ce qui a eu pour effet de courroucer davantage les travailleurs qui se disent loin d'être minoritaires.

«Le mot d'ordre de grève a été décidé démocratiquement avec l'assentiment de 90 travailleurs sur les 140 que compte la direction générale», affirme notre interlocuteur, comme pour rétorquer à leur directeur qui les qualifierait de «perturbateurs manipulés par quelques employés dont le seul mobile ne serait que le gain facile». Et à notre interlocuteur d'évoquer la

perspective de rejoindre une autre entité syndicale, le Snapap en l'occurrence, avec des contacts noués déjà avec sa direction.

Du côté de la direction, nos tentatives de joindre le premier responsable Athmane Sebaâ ont été vaines, le concerné président, nous a-t-on répondu, une réunion du conseil d'administration dont le mandat des membres parmi lesquels ne figure aucun représentant des travailleurs, précise-t-on, est arrivé à expiration.

Un conclave fortement attendu par les travailleurs d'autant que la distribution de logements dans la wilaya d'Alger, sujet à convoitises, devait y être traitée. Ceci non sans nourrir de

sérieuses appréhensions quant à la «possibilité que ce conseil, composé, selon notre interlocuteur, de syndicalistes UGTA et de membres de l'Inspection du travail, mette à jour l'ancienne liste de logements modifiée et qui, heureusement, a été annulée par le wali d'Alger». Une Inspection du travail que les grévistes montrent du doigt pour s'être rangée, disent-ils, du côté de l'administration, en déclarant la grève illégale lors du dépôt du préavis.

A noter qu'il n'y a pas longtemps, d'anciens cadres du Fonds, licenciés ou poussés à remettre leur démission comme ils l'affirment, ont dressé un lourd réquisitoire contre le DG.

M. K.

ABOUDJERRA SOLTANI À CONSTANTINE

«Nous annoncerons les résultats du vote avant Ould Kablia»

La proclamation officielle de la naissance de l'alliance islamiste, en prévision de l'échéance électorale du 10 mai prochain, est prévue demain mercredi lors d'une cérémonie qui regroupera les figures de proue de la mouvance islamiste, dont celles issues des trois formations qui composent cette coalition, le MSP, El Islah et Ennahda en l'occurrence.

C'est ce qu'a annoncé, hier, à partir de Constantine, le président du MSP, Aboudjerra Soltani, lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel Panoramic, convoquée exclusivement à cet effet. La charte convenue par les trois partenaires islamistes qui prédestinera à leurs engagements vis-à-vis de ce regroupement ainsi que le communiqué de la proclamation de naissance seront rendus publics lors de cette cérémonie à laquelle seront conviées, des «personnalités» que l'on compte parmi «les fondateurs du courant islamiste en Algérie», a révélé Aboudjerra Soltani.

Les trois partis islamistes qui ont, vraisemblablement, abouti à ce consensus après avoir décidé de présenter des listes communes lors des prochaines élections législatives franchissent ainsi un cap déterminant en perspective de l'échéance du 10 mai prochain.

Une entreprise qui pèsera certainement dans la configuration de l'échiquier politique qui précèdera pendant et après la campagne, si l'on tient compte des capacités de mobilisation des islamistes, indépendamment de la fin de non-recevoir signifiée par le tout nouveau parti de Abdallah Djaballah qui aurait définitivement décliné l'offre d'une délégation de la coalition, mercredi dernier, selon le président du MSP. Pour celui-ci, «l'aspiration première des trois formations consistait en la constitution d'un front contre la fraude électorale. Le débat a, cependant, évolué rapidement vers la possibilité de présenter des listes communes et l'adoption d'un discours et d'un programme unique repré-

sentant un seul courant et non pas en tant que partis politiques d'autant plus que nous avons décelé dans le dernier discours du président de la République une réelle volonté politique d'amorcer une nouvelle ère démocratique». Une ère qui devra se passer, selon lui, de «l'état d'urgence, la logique de la tragédie nationale et de l'abstentionnisme qui est une attitude négative». Il s'est, d'ailleurs, félicité au nom de son parti de la décision du FFS de participer aux prochaines joutes électorales.

L'Alliance présidentielle a vécu au motif que «le RND et le FLN ont refusé depuis 2008 d'évoluer vers un partenariat politique alors qu'avec l'accréditation de nouveaux partis, la dispersion des électeurs suppose une déperdition des voix. Un fait qui nous a mis devant l'obligation de composer avec une logique de famille politique plutôt que la vision strictement partisane».

Aboudjerra Soltani estime, d'ailleurs, que la coalition des trois formations islamistes n'est pas conjoncturelle puisqu'il espère une majorité parlementaire qui permettra à cette «famille politique» d'arrimer le pays vers un régime parlementaire à travers «le traitement des anachronismes des réformes et de la Constitution». Et à ce titre, le modèle turc est cité en exemple par le conférencier qui louera, dans ce sillage, les avancées remarquables réalisées par ce pays dans différents domaines.

Une victoire des islamistes lors des prochaines législatives ne relèverait pas seulement d'une simple prévision mais constitue «une probabilité pré-



Aboudjerra Soltani.

Photo : Samir Sid

pondérante» dans les postulats soumis par le président du MSP à partir du moment où «le monde tolère à présent les islamistes, Européens et Américains ne développent plus la phobie de l'islamisme, le courant islamiste est le plus organisé et le plus structuré en Algérie, sentimentalement, les électeurs algériens sont pour les islamistes, les voix dormantes des abstentionnistes traditionnels qui ont été heurtés par l'arrêt du processus électoral en 1992 voteront pour le courant islamiste à la faveur des indicateurs de transparence du prochain scrutin dont l'implication de l'appareil de la justice dans l'opération de surveillance des élections et, enfin, la conjoncture internationale favorable de par les victoires des islamistes un peu partout dans le monde arabo-musulman», arguera-t-il.

Soltani, qui laisse planer le doute quant aux chiffres officiels du corps électoral qui sont largement au-dessus des normes internationales admises, ne craint pas pour autant une fraude massive puisqu'au sein de sa nouvelle coalition, il œuvrerait selon ses dires, «à mettre tous les moyens à contribution pour annoncer les résultats du vote avant le ministère de l'Intérieur».

K. G.

L'ESPACE SENGHOR DE BRUXELLES À LA RENCONTRE DE LA RÉSISTANCE DES FEMMES POUR L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

Les autres Hassiba Ben Bouali

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Louiza Ighilahriz, Cécile Draps, Suzy-Thuy Rosendor, Baya Hachemi levez-vous et dites ce que vous savez de la guerre d'Algérie, du 1^{er} Novembre, de Ben M'hidi, de Jeanson, de la résistance des femmes pour l'indépendance de l'Algérie...

L'Espace Senghor de Bruxelles a ouvert ses portes à l'Algérie le samedi 3 mars en cours. L'occasion de célébrer la Journée internationale de la femme et d'inscrire son combat dans le sillage du 50^e anniversaire de l'Indépendance du pays. Les organisateurs de la manifestation Aib/Interface/Algérie-Belgique/Itinérances/Laba et la FCAB ont uni leurs efforts et leur savoir-faire pour mettre sur pied un excellent programme.

La projection du documentaire *Les moudjahidate* d'Alexandre Dols a été le prélude de la journée suivi de témoignages de résistantes tant européennes qu'algériennes. Louiza Ighilahriz, Baya Hachemi, Cécile Draps et Suzy-Thuy Rosendor ont pris la parole pour dire leur vécu, leurs sacrifices, leurs émotions et leur fierté d'avoir apporté à la juste guerre de Libération algérienne. Belle résistance et juste cause.

L'occasion pour ces femmes modèles de résistance et de courage de témoigner sur les différents aspects de la lutte des femmes en Algérie et leurs immenses aspirations pour l'égalité et la justice égale pour tous et pour toutes. C'était le message du 1er Novembre, cela dit.

Le modérateur, le professeur Mohamed Tahar Bensaâda (université libre de Bruxelles-ULB), n'avait pas besoin de beaucoup d'énergie pour animer les débats, les résistantes savaient trouver les mots justes, les dits les plus concis et les formules adéquates. Leur sincérité et leur authenticité facilitèrent grandement la tâche du modérateur.

En soirée, l'artiste de variété Faïza D'ziria a animé un spectacle comme les aiment les Algériens de Belgique et les Belges qui aiment l'Algérie. Chants et danses de toutes les régions d'Algérie et du Maghreb. Relevons que l'ensemble des activités sont soutenues par l'ambassade d'Algérie en Belgique et au Luxembourg et le consulat d'Algérie à Bruxelles.

A. M.

BLIDA

Sit-in des victimes du terrorisme devant le siège de la Wilaya

Plusieurs dizaines de victimes du terrorisme ont observé, hier, un sit-in devant le siège de la wilaya de Blida, et ce, pour demander l'intervention du wali quant à la prise en charge de leurs préoccupations sociales dont le retard dans le versement des pensions non perçues depuis janvier dernier. Tout comme elles demandent le recrutement de leurs enfants dans les différentes institutions de l'Etat.

Dans leur lettre de revendications adressée au premier responsable de l'exécutif de la wilaya, les victimes du terrorisme demandent un quota de logements sociaux locatifs, au même titre que les autres citoyens dans le besoin.

A noter que ce sit-in a été précédé d'une marche qui s'est ébranlée du siège de l'Organisation nationale des victimes du terrorisme (ONVT), dont le bureau est situé à côté de la daïra de Blida.

M. B.